

Les 12 milliards de dollars que devrait fournir le Fonds monétaire international sous forme de prêts ne sont pas encore assurés non plus en raison de la compression actuelle du fonds de roulement de cet organisme. Nous devons néanmoins espérer qu'on trouvera ces sommes. Mais il est essentiel que les pays membres ratifient sans délai l'augmentation des quotes-parts décidée récemment.

Les 20 milliards de dollars qu'il faudrait obtenir sous forme de nouveaux crédits des banques commerciales sont sans doute la composante la plus problématique de l'équation. L'octroi éventuel de ces crédits dépendra manifestement de la performance économique des pays industrialisés comme des États du tiers-monde, et de la volonté des banques à accepter les risques inhérents à de nouveaux prêts. Et cette volonté dépendra à son tour de la capacité des pays en développement à adapter leurs politiques intérieures de manière à pouvoir compter sur des sources de crédit stables.

Loin de moi l'idée de jouer les alarmiste ou de m'ériger en auteur de prophéties qui ne manqueront pas de se réaliser. En soulignant ces difficultés très réelles du point de vue non seulement de l'aide au tiers-monde mais aussi du maintien même des institutions internationales de financement et de commerce, je veux plutôt vous faire voir que toute cette question s'insère dans un ensemble de préoccupations plus vaste. Autrement dit, je me sers du problème de la dette et de celui du commerce pour montrer que ces préoccupations sont à la base des efforts renouvelés qui se déploient pour favoriser la compréhension et l'engagement à l'échelle internationale. J'aurai ces préoccupations et ce besoin d'engagement à l'esprit à Williamsburg. J'y serai guidé, en particulier, par les considérations suivantes :

1. Nous devons résoudre collectivement d'assurer toutes les conditions de la reprise partout dans le monde et pas seulement dans les pays industrialisés. Nous devons convaincre le monde de notre détermination à voir la reprise se poursuivre d'une manière durable et profonde. Cela exigera une plus grande convergence des politiques et des performances et un climat de confiance propice à l'abaissement des taux d'intérêt réel, qui suscitera en retour des investissements novateurs et productifs. Pour ce qui est du Canada, M. Lalonde a incorporé au budget des mesures qui sont essentielles au succès de l'action que nous devons poursuivre pour mener à bien notre tâche la plus immédiate, à savoir : ranimer les investissements, créer des emplois et réduire les taux de chômage, qui sont excessifs. Mais la reprise mondiale nous présente un autre défi. Nous devons envisager à Williamsburg les mesures qui s'imposent à l'échelle du globe et les définir avec soin.

2. Nous devons venir à bout des pressions qui continuent de s'exercer sur le système financier international pour nous assurer que les instruments, les ressources et les institutions sont à la hauteur de la double tâche que nous imposent la reprise mondiale à long terme et les urgences de l'heure. Et il nous faut faire face aux urgences d'une manière adaptée aux circonstances et conforme aux principes fondamentaux de prudence qui guident la gestion de nos économies intérieures et le fonctionnement du système bancaire international. Toutefois, j'exhorterai mes collègues du Sommet à tenir compte du besoin de crédits suffisants pour soutenir la reprise dans les pays du tiers-monde et atténuer les fortes pressions déflationnistes qui s'exercent actuellement sur leurs économies. Dans ce sens, certaines des propositions faites par le Mouvement des pays non alignés méritent d'être étudiées sérieusement. Et j'attends avec intérêt les résultats de l'examen effectué par le Fonds monétaire international concernant la demande d'extension des droits de tirage spéciaux.